Pas de mères, pas de Suisses !

Autor(en): **Bugnion-Secretan, Perle**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **73 (1985)**

Heft [8-9]

PDF erstellt am: **08.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-277663

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

DENATALITE : LA FAUTE AUX FEMMES ?

PAS DE MERES, PAS DE SUISSES !

Le spectre de la dénatalité pointe les femmes du doigt. Des hommes s'interrogent sur leur « refus » de donner la vie. Mais aucun sondage, enquête ou statistique, n'a encore été fait pour vérifier pourquoi les Suissesses veulent moins d'enfants. A croire que personne ne veut connaître la réponse.

Sept enfants : des familles comme on n'en voit (presque) plus...

Si, lors de votre mariage, vous dites souhaiter avoir deux enfants, vous partagez cet espoir avec 60 % de la population, hommes et femmes confondus. C'est comme si ce chiffre correspondait à une image collective, une norme, un modèle souhaitable pour notre communauté. Si vous ne désirez pas d'enfants, vous appartenez au 4 % de la population. Mais si vous dites souhaiter avoir quatre enfants ou plus, vous faites partie des 9 % de la population. En fait, le nombre d'enfants souhaité est supérieur à ce qu'est la réalité actuelle. Le taux moyen des naissances n'est plus en 1982, que de 1,55 par femme en âge de procréer, de 1,52 % en 1983. Il est inférieur au taux de 2,1 nécessaire pour assurer à long terme le renouvellement des générations.

La Suisse, comme les autres pays occidentaux, est en période de dépression démographique. Cette situation et ses conséquences sociales et économiques ne doivent pas être occultées par la crainte qu'inspire l'accroissement global de la population mondiale. S'il se justifie d'un côté de souhaiter que le taux de cet accroissement se ralentisse, il est sage d'un autre côté de réfléchir aux raisons de la spectaculaire diminution de la fécondité en Suisse et des Suisses, et — peut-être — d'y chercher un remède. Cette diminution est mise en évidence par un rapport récent et fort intéressant de l'Office fédéral de la statistique sur l'évolution démographique depuis 1971*. N'en tirons qu'un seul chiffre : le nombre des naissances pour 1 000 habitants a passé de 11,6 en 1982 à 11,4 en 1983, contre 15,2 en 1971. La fécondité a diminué également chez les étrangers résidant en Suisse, passant de 30 % des naissances en 1971 à 16,6 en 1982.

POINTS DE VUE OPPOSES

Deux études ont tenté de répondre aux interrogations que suscitent pour l'avenir des faits tels que le non-renouvelle- ▶

ment des générations, la nouvelle pyramide des âges de notre population, la répartition de la sécurité sociale, la proportion d'étrangers dans le pays, les conséquences économiques de la diminution de la fécondité, etc. Il est intéressant de comparer ces études, même brièvement, car elles présentent deux points de vue politiques opposés : l'une** est de tendance malthusienne, l'autre*** essaie de comprendre les causes de la dénatalité et de chercher des remèdes à ses effets pervers.

Pourquoi stabiliser la population à son niveau actuel ou même la réduire ? Parce que, disent les auteurs de la première étude, la Suisse est déjà surpeuplée ; les surfaces cultivables, insuffisantes ; la qualité de la vie, la sécurité et l'environnement, menacés. Il n'y aurait pas d'inconvénients à laisser le nombre des habitants reculer de 6,5 à 5,5 millions, et c'est à cela que devrait tendre une politique démographique. Et d'un !..

La dénatalité, c'est en fait la disparition des « grandes » familles. Le passage de 2 à 3 enfants semble aujourd'hui poser de gros problèmes : il implique probablement un changement de logement et assez certainement de style de vie : nouvelle répartition des revenus entre besoins de première nécessité et « extras », utilisation des loisirs, travail de la femme, etc.

On décèle facilement, selon les auteurs de la deuxième étude, un certain nombre de facteurs sociaux à l'origine de la dénatalité, et seule une véritable politique familiale pourrait y répondre. Il est ainsi manifeste que la courbe de la fécondité suit de près celle de la nuptialité (il n'y a que 4 % de naissances hors mariage) ; or, actuellement le taux de nuptialité n'est guère que de 58 % pour les femmes et 60 % pour les hommes, et le nombre croissant des divorces raccourcit la durée des unions conjugales. Autre exemple : si le taux de fécondité moyen est en baisse, il varie selon les cantons : de 1,14 à Bâle Ville, 1,25 à Genève, 1,36 à Zurich, jusqu'à 2,24 à Obwald et 2,48 à Appenzell RI. Des facteurs tels que l'urbanisation croissante de la population suisse ou la conjoncture économique interviennent également. Notons enfin, quoi qu'il y ait encore beaucoup à dire, que si les taux de nuptialité et de fécondité varient de façon sensible, ils le font de façon imprévisible, et les projections à long terme sont sujettes à caution.

UNE POLITIQUE DE LA POPULATION

Les essais de politique familiale n'ont, dans la plupart des cas, guère donné les résultats attendus. Des allocations pour enfants ou à la mère au foyer ne sauraient suffire. Il faudrait intégrer la politique proprement familiale dans un effort plus large, esquissé sous le nom de politique de la population. Une politique qui, tout en garantissant les libertés de choix individuels, chercherait à assurer le mieux possible le bien-être général et une certaine stabilité démographique, par exemple par un bon équilibre entre la fécondité des Suisses et l'immigration. Elle engloberait des mesures diverses : fiscales, pour le logement, la sécurité sociale, l'emploi, l'accueil de l'enfant, la reconnaissance de la valeur du travail ménager, l'intégration des étrangers, etc.

Ces mesures doivent être coordonnées. Même le groupe de démographes, sociologues et économistes qui plaident pour une politique de la population, sont conscients qu'elle devrait rencontrer, pour être réalisable, un large consensus, et plus encore être précédée d'un changement dans les mentalités et les habitudes. Est-ce un simple vœu pie ? Déterminer quel est aujourd'hui le niveau optimal de la population pour la Suisse est déjà un choix politique.

Perle Bugnion-Secretan

* Halwyllstrasse 15, 3003 Berne.

** Conception pour une politique démographique suisse, Association suisse pour l'étude des problèmes démographiques, Grabenstrasse 21, 3052 Zollikofen.

*** Les Suisses vont-ils disparaître ? Société suisse de statistique et d'économie politique, groupe d'étude « Démographie ». Ed. Paul Haupt, Berne.

LES DEMOGRAPHES N'AVALENT PAS LA PILULE

Le célèbre démographe français Alfred Sauvy, dans une conférence donnée récemment à Genève, faisait à propos de la dénatalité de l'Europe la constatation suivante :

« Les démographes, les spécialistes, les sociologues et les médecins se demandent comment il se fait qu'à partir de 1965, tous les pays occidentaux ont vu leur natalité plonger. Il n'y a pourtant pas de phénomène plus facile. A ce moment-là, il y avait dans tous les pays un certain nombre d'enfants non désirés : 20 % environ. Sans qu'on le sache bien, c'est eux qui assuraient l'équilibre démographique. Le jour où on a pu refuser ces enfants qui n'étaient pas voulus, la natalité a diminué. Vingt ans après, la plupart des démographes n'ont pas encore réalisé ce lien. »

Ou les démographes dont parle A. Sauvy ont un manque d'imagination frisant l'incompétence, ou ils ne tiennent pas à proclamer ce lien, dont il ne peuvent qu'être conscients, entre la dénatalité et le perfectionnement de la contraception. La deuxième hypothèse semble plus plausible que la première. Comment peut-on supposer en effet, que des démographes ou des médecins n'aient pas rapproché la baisse de la natalité de la diffusion des moyens contraceptifs ?

Avec Alfred Sauvy, il faut toutefois reconnaître que les spécialistes n'insistent pas trop, en tout cas, sur cette cause élémentaire de la dénatalité, préférant souvent développer des thèses plus générales, ou plus sophistiquées, sur cette mystérieuse régression des naissances. Tout s'explique pour certains par des ▶